

PLATEFORME ÉLECTORALE FÉDÉRALE 2025

Défendre nos intérêts et accroître notre résilience

4 PRIORITÉS POUR DÉFENDRE NOS INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES

1 | GUERRE TARIFAIRE ET ACÉUM

Nommer un négociateur commercial en chef pour le Canada, mettre sur pied l'équipe canadienne de négociation en coordination avec le Québec, puis définir clairement nos postures de négociation concernant :

- la suppression des tarifs en vigueur;
- l'obtention de garanties contre de futurs tarifs;
- la révision de l'ACÉUM.

Données clés : Près de 500 000 emplois au Québec dépendent de nos exportations vers les États-Unis, qui représentent 74 % de toutes nos exportations.

2 | TRAVAILLEURS ÉTRANGERS TEMPORAIRES

Appliquer un moratoire immédiat aux nouvelles restrictions liées à la rétention et au renouvellement des travailleurs étrangers temporaires.

Données clés : Plus de 121 000 postes sont encore vacants à travers le Québec, dont plus de 11 000 dans l'industrie manufacturière. Plus de 86 000 de ces postes vacants sont situés à l'extérieur de Montréal.

3 | INVESTISSEMENT

Appliquer et bonifier la modernisation du programme RS&DE annoncée à l'Énoncé économique 2024.

Données clés : Les dépenses de R&D en pourcentage du PIB et la part de ces dépenses financée ou exécutée par les entreprises privées sont en recul de 10 à 20% depuis 25 ans au Québec.

Au Québec, la part des dépenses de R&D réalisée par les entreprises est inférieure à 60%, alors qu'elle atteint près de 80% aux États-Unis.

4 | CONTRATS ET FINANCEMENTS PUBLICS

Appliquer une stricte réciprocité en matière d'approvisionnements et de contrats publics afin de favoriser nos entreprises, en réplique aux dispositions Buy American / Buy America.

- En complément, assujettir les incitatifs fiscaux pour l'économie verte et l'innovation à des règles d'origine similaires à celles exigées dans le cadre de l'Inflation Reduction Act.

Données clés : Les contrats soumis aux dispositions Buy American / America doivent respecter des exigences de contenu américain de 55 à 100%.

Des incitatifs fiscaux liés à l'IRA sont bonifiés jusqu'à 10% en fonction de l'utilisation de contenu local.

4 PRIORITÉS POUR ACCROÎTRE LA RÉSILIENCE DE NOTRE ÉCONOMIE

5 | INDUSTRIE DE LA DÉFENSE

Développer une véritable stratégie industrielle de la défense, pour assurer à nos entreprises productrices de technologies à usage dual de profiter de l'accroissement des dépenses militaires ;

- S'inspirer de la Stratégie industrielle européenne de défense, en établissant des cibles d'approvisionnement canadien sur cinq ans et sur dix ans.

Données clés : Pour respecter les cibles de l'OTAN, le Canada devra atteindre un seuil de dépenses militaires annuelles de 82 G\$ d'ici 2032-2033, pour un total de 493 G\$ sur huit ans entre 2025 et 2033.

Si 20% de ces dépenses sont effectuées au Québec, on parle de près de 100 G\$ d'investissements sur les huit prochaines années.

6 | MINÉRAUX CRITIQUES ET STRATÉGIQUES

Accélérer le développement des nos minéraux critiques et stratégiques en ajoutant l'exploitation des MCS aux activités admissibles au taux d'imposition réduit sur le revenu des sociétés pour la fabrication de technologies à zéro émission ;

- En complément, rétablir l'admissibilité du secteur minier aux incitatifs à l'investissement accéléré

Donnée clé : Des investissements de 24 G\$ et 15 mines supplémentaires seront nécessaires au Canada d'ici 2035 pour développer une filière batterie autosuffisante, sans compter les autres secteurs de pointe qui requièrent des MCS.

7 | INFRASTRUCTURES STRATÉGIQUES

S'engager à approuver le financement global d'un réseau ferroviaire à grande vitesse entre Québec et Toronto, puis s'assurer que la portion Québec-Montréal fasse partie de la première phase de ce projet ;

- Présenter rapidement une Stratégie nationale de la chaîne d'approvisionnement ;
- Réinvestir dans les infrastructures stratégiques via le Fonds national des corridors commerciaux (FNCC).

Donnée clé : Selon l'Institut C.D. Howe, sur 60 ans, un TGV Québec-Toronto générerait jusqu'à 27 G\$ en retombées économiques, soit plus de 450 M\$ par année.

8 | FINANCES PUBLIQUES

Présenter un plan crédible de retour à l'équilibre budgétaire, puis adopter une loi sur l'équilibre budgétaire qui forcerait le retour à l'équilibre sur cinq ans sauf exceptions.

Données clés : Les frais de la dette publique fédérale atteindront 54 G\$ en 2025-2026, et plus de 66 G\$ d'ici 2028-2029, soit 80% de plus que le budget total du Ministère de la Défense.

En % des revenus fédéraux, ces frais de dette publique atteignent un niveau très supérieur à celui qui prévalait avant 2020.